

Les subsides

Voyons maintenant les réalisations du gouvernement conservateur. Au Manitoba, le chômage a baissé de 9 à 8,2 p. 100; en Saskatchewan, il a baissé de 8,5 à 7,5 p. 100. En Alberta, de 12 à 10 p. 100; en Colombie-Britannique, de 15,2 à 13,3 p. 100. Quelque 135 000 nouveaux emplois ont été créés. Ce n'est pas le gouvernement qui les a créés directement, mais c'est lui qui a fait en sorte que le secteur privé trouve le climat propice à créer de nouveaux emplois et à lancer de nouvelles entreprises.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Je vais vous dire ce que le parti libéral a fait au cours de ces quatre dernières années. C'est lui qui est à l'origine de toutes les difficultés que nous éprouvons aujourd'hui. Il a accumulé 126,7 milliards de dollars de déficit, soit 13,5 milliards en 1980, 14,8 milliards en 1981, 27,7 milliards en 1982, 32,4 milliards en 1983 et enfin 38,3 milliards en 1984. Que pensez-vous de ce bilan? Vous savez ce que nous faisons? Nous renversons la situation du tout au tout.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Nous avons réduit le déficit de 38 milliards à 32 milliards de dollars, et nous le réduirons à 30 milliards de dollars l'année prochaine. C'est la raison pour laquelle les taux d'intérêt ont baissé de 4 p. 100.

Je vais terminer en citant un commentaire de l'Institut C.D. Howe. Celui-ci a déclaré qu'au cours des deux premières années de son mandat électoral, le gouvernement fédéral avait accompli des progrès dans de nombreux domaines économiques et commencé à faire face à certains des problèmes fondamentaux et traditionnels de l'économie canadienne. Maintenir le cap offre les meilleures perspectives de croissance à long terme pour l'économie canadienne. Cette formule va réussir au Canada, monsieur le Président. Elle va réussir dans l'Ouest. Nous allons créer des emplois et des perspectives pour tous les Canadiens et leur ménager un avenir satisfaisant.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: Questions et commentaires.

M. MacLellan: Le vice-premier ministre (M. Mazankowski) nous a parlé pendant une vingtaine de minutes, monsieur le Président, mais il n'a pas mentionné une seule recommandation, une seule idée ou un seul projet du gouvernement concernant le secteur énergétique dans l'ouest du Canada. Pendant une vingtaine de minutes, il n'a rien fait qu'attaquer les libéraux, passés et actuels. Si le gouvernement a l'intention de faire quelque chose pour le secteur énergétique, il dispose de tout le temps voulu pour nous dévoiler aujourd'hui ce qu'il entend faire.

Le premier ministre (M. Mulroney) reconnaît qu'il faut accorder une aide supplémentaire au secteur énergétique. Le 24 novembre, il déclarait que le gouvernement fédéral «retourne à sa planche à dessin pour aider l'industrie pétrolière canadienne». Cette planche à dessin doit se trouver dans l'Himalaya car nous n'avons été témoins d'aucune mesure ou initiative. Le gouvernement s'est retiré du projet d'usine de valorisation de la Husky. Dans son budget supplémentaire, il a réservé 20 400 000 \$ pour l'usine de valorisation de Regina. Quelque 9 400 000 \$ étaient destinés aux travaux préparatoires

de génie, aux études préliminaires et aux autres travaux. Quelque 11 millions de dollars des 20 400 000 \$ constituaient une réserve pour éventualités au cas où le projet n'aurait pas vu le jour.

Et qu'en est-il de Syncrude? On en a tant parlé dans l'ouest du Canada ces derniers mois. Le gouvernement a déclaré qu'il participerait. Le premier ministre de l'Alberta disait attendre une réponse mardi. Maintenant, il déclare qu'il obtiendra une réponse d'ici Noël. Le bon moment, c'est tout de suite. Pourquoi le gouvernement ne révélerait-il pas à la population de l'ouest du Canada, surtout de l'Alberta, comment il aidera le projet Syncrude?

• (1730)

M. Mazankowski: Je suis désolé que le député n'ait pas compris. Nous nous efforçons de réparer les dégâts causés par les Libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir, surtout au cours de leurs quatre dernières années. Cela nous a tenu très occupés.

En fait, grâce à l'Accord de l'Ouest et au démantèlement du Programme énergétique national, nous avons réussi à susciter en 1985 des activités record dans le secteur énergétique dans l'ouest du pays et quelque 11 273 puits ont été forés. Le secteur a bénéficié de nouveaux investissements totalisant 10,5 milliards de dollars.

La chute brutale des prix du pétrole ne découle pas de cette politique gouvernementale, mais bien de la discipline économique et de fixation des prix que l'on a adoptée à l'autre bout du monde. Nous devons évidemment réagir et c'est pourquoi on a accéléré la suppression de l'impôt sur les revenus pétroliers. On prévoit qu'à elle seule, cette mesure va relancer l'activité de quelque 540 puits. Au total, quelque 3 milliards de dollars de dégrèvements fiscaux ont été consentis au secteur énergétique.

J'ai signalé que les libéraux ont perçu 9,25 milliards de dollars au cours de leurs deux dernières années au pouvoir. Nous avons réduit cela à presque rien. La redevance rétroactive de 25 p. 100 que les libéraux avaient mis en place était très néfaste au secteur pétrolier. Elle a disparu.

Il suffit de considérer l'IPAC et l'Association pétrolière du Canada pour voir que nous établissons le genre de politique qui, selon ces associations, va réactiver et stimuler le secteur énergétique. Nous appuyons la construction de la raffinerie de la Husky. Les études d'ingénierie et l'établissement du coût définitif sont en cours et nous avons versé 36 millions de dollars en aide directe.

Nous ne nous sommes pas retirés du projet Syncrude. Les négociations se poursuivent et nous sommes à examiner la proposition que nous avons reçue il y a à peine une semaine aujourd'hui ou demain.

Nous avons dérèglementé le secteur du gaz de façon non seulement à aider les consommateurs, mais aussi à fournir aux producteurs gaziers de l'Ouest l'occasion de s'assurer de nouveaux marchés. Cela va profiter aux agriculteurs, car au bout du compte, le prix des engrais va baisser. C'est avantageux pour le Canada, pour le secteur industriel et pour les consommateurs.

Ce qui est plus important encore, nous avons créé un climat favorable aux investissements. Nous avons réduit les taux d'intérêt qui constituaient le principal obstacle à la prospérité dans les secteurs énergétique et agricole. Non seulement les